



2020

# RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE

Séance du Conseil municipal du 23 1 2020

## **PARTIE I – LES ORIENTATIONS BUDGETAIRES DE LA VILLE DE MAYENNE**

### **I L'EVOLUTION DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT**

#### **A – La fiscalité**

1. La fiscalité des 3 taxes
2. L'attribution de compensation reçue de Mayenne Communauté
3. La solidarité reçue de Mayenne Communauté
4. Les impôts indirects
5. La taxe de crémation
6. Le versement transport

#### **B – L'Evolution des dotations et participations**

1. La dotation forfaitaire
2. Les subventions
3. Les allocations compensatrices versées par l'Etat
4. Les dotations DSU DSR DNP

#### **C – L'Evolution des autres recettes de fonctionnement**

1. Les produits d'exploitation
2. Les produits domaniaux

#### **D – Synthèse de la prévision des recettes réelles de fonctionnement 2020 comparées aux prévisions et réalisé 2019**

### **II L'EVOLUTION DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT**

#### **A – Les charges à caractère général**

#### **B – Les charges de personnel**

#### **C – Les subventions et autres charges de gestion courante et atténuations de produits**

#### **D – Les intérêts de la dette**

#### **E – Synthèse de la prévision des dépenses réelles de fonctionnement 2020 comparées aux prévisions et réalisé 2019**

#### **F – Dette garantie de la Ville**

## **PARTIE II– LES ORIENTATIONS : ANALYSE PROSPECTIVE DE LA VILLE**

### **I L' évolution des dépenses et des effectifs**

**A – Les effectifs de la Ville**

**B – L'évolution des dépenses de personnel en 2020**

**C – Le temps de travail**

### **II L'enseignement de la prospective**

**A – Les épargnes**

**B – L'investissement**

**C – L'endettement du budget général**

**D – Le profil d'extinction de la dette du budget général**

## **PARTIE III – L' EVOLUTION DES BUDGETS ANNEXES DE LA VILLE**

**A – Le budget annexe des Pompes Funèbres**

**B – Le budget annexe du Crématorium**

**C – Le budget annexe de l'Eau et de l'assainissement**

## PARTIE I – LES ORIENTATIONS BUDGETAIRES DE LA VILLE DE MAYENNE

De la maîtrise du budget de fonctionnement, et donc de l'épargne nette dégagée, dépend la capacité à investir de la Ville.

Il est donc important d'analyser en détail l'évolution des recettes et des dépenses de fonctionnement pour mieux appréhender les épargnes, la dette et la capacité à investir de la Ville.

### I L'EVOLUTION DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT

#### A / LA FISCALITE

##### A 1 La fiscalité des 3 taxes (chapitre 73 des impôts et taxes)

- **La loi de finances pour 2018 a prévu le dégrèvement de taxe d'habitation de 2018 à 2020 pour 80% des foyers au titre de leur résidence principale.**

Jusqu'en 2020, cette mesure n'a pas d'incidence financière pour le budget de la Ville.

En effet, s'agissant d'un dégrèvement, l'Etat prend en charge la partie du produit de TH faisant l'objet d'un dégrèvement soit 30% en 2018, 65% en 2019 et 100% en 2020.

Cette prise en charge par l'Etat se fait dans la limite des taux et des abattements en vigueur en 2017.

- **La loi de finances pour 2020 prévoit une nouvelle réforme fiscale dont les grandes lignes sont les suivantes :**
  - Pour les 20% de contribuables non concernés par la suppression initiale de la taxe d'habitation pour leur résidence principale décidée par la loi de finances de 2018, la suppression progressive interviendra par tiers de 2021 à 2023 soit 30% en 2021, 65% en 2022 et 100% en 2023.  
De plus, le taux de TH pour ces contribuables sera gelé au niveau de celui de 2019 de 2020 à 2022.
  - Maintien de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires avec le taux gelé jusqu'en 2022.
  - Maintien de la taxe d'habitation sur les logements vacants.
  - En remplacement du produit de taxe d'habitation perdu sur les résidences principales, les Communes percevront le produit de taxe foncière sur les propriétés bâties du Département selon les bases et taux départementaux de 2020.  
Le produit de substitution consécutif à la perte de TH prendra en compte les bases de 2020 et les taux communaux de 2017 ainsi que les compensations d'exonérations de TH perçues en 2020 et la moyenne annuelle des rôles supplémentaires de TH émis entre 2018 et 2020.

Ce transfert de la part départementale de TFPB aux Communes engendrera 2 situations :

- Certaines Communes seront surcompensées. Leur produit supplémentaire sera reversé aux Communes sous-compensées. Cependant, les Communes dont la surcompensation sera inférieure ou égale à 10 000 € garderont la totalité de ce surplus.
- D'autres communes seront sous-compensées. Vu que l'abondement des Communes surcompensées sera insuffisant pour compenser la perte de TH des Communes sous-compensées, une dotation complémentaire sera versée par l'Etat pour garantir l'équilibre du dispositif.
- De plus un coefficient correcteur sera appliqué aux futurs produits de TFB votés par les Communes. Ce mécanisme permettra de conserver la dynamique des bases d'imposition.
- Quant aux intercommunalités et Départements, ils récupéreront une fraction de TVA sans pouvoir de taux pour compenser leur perte de taxe d'habitation.

Concrètement, l'année 2020 sera une année de transition, les Communes et les intercommunalités bénéficieront de la poursuite du dégrèvement au titre de la loi de finances de 2018 (80% des contribuables déjà exonérés depuis 2018) et un nouveau dégrèvement au titre de la loi de finances pour 2020 (20% de contribuables nouvellement exonérés à partir de 2021).

Sous l'angle des Communes, la suppression de la TH au titre des résidences principales, entrera réellement en vigueur en 2021 avec le transfert de la part départementale de TFPB aux Communes et pour certaines d'entre elles une dotation complémentaire de l'Etat.

## Evolution des bases fiscales

Avec la loi de finances pour 2018, le coefficient de revalorisation forfaitaire des valeurs locatives relevait d'un calcul et non plus d'une fixation par amendement parlementaire et inscription dans la loi de finances. Le calcul du coefficient était basé sur l'indice des prix à la consommation harmonisé.

Avec la loi de finances pour 2020, le coefficient de revalorisation des bases de 2020 a finalement été fixé par amendement à **0.90%** qui correspond au dernier indice des prix à la consommation connu au lieu de l'indice des prix à la consommation harmonisé qui aurait donné une revalorisation de 1.2%.

Rappelons qu'en 2019, le coefficient de revalorisation s'élevait à 2.20%. A noter que ce coefficient concerne uniquement les locaux d'habitation.

La prospective prévoit l'évolution suivante des bases d'imposition de 2020 à 2022 intégrant d'une part, cette revalorisation d'habitation et d'autre part, une évolution physique :

	2020	2021	2022
<b>Taxe d'Habitation (ou équivalent en 2021 &amp; 2022)</b>	1,40%	1,40%	1,40%
<b>Foncier Bâti (*)</b>	1,15%	1,15%	1,15%
<b>Foncier Non Bâti</b>	0,00%	0,00%	0,00%

(\*) A noter que pour la taxe foncière sur le bâti, il existe 3 catégories de locaux :

- les locaux d'habitation représentant à peine 60% du total des bases de foncier bâti de la Ville dont seules leurs bases bénéficieront de la revalorisation de 0.90% de 2020.
- les locaux à usage professionnel et commercial dont les bases d'imposition de foncier bâti sont, depuis 2019, revalorisées selon une mise à jour annuelle des tarifs en fonction de la catégorie et du secteur auxquels appartiennent ces locaux. Cette revalorisation fait suite à la réforme des valeurs locatives des locaux professionnels. Cette catégorie de locaux représente environ 22% des bases totales de taxe foncière de la Ville.
- Les locaux dénommés « établissements industriels » représentant environ 18% des bases de foncier bâti de la Ville, ne sont pas concernés par la réforme des locaux professionnels. La valeur locative de ces établissements est déterminée selon la méthode comptable appliquée aux immobilisations figurant à l'actif du bilan.

### Maintien des 3 taux de TH, TFB et TFNB de 2020 à 2022 :

Taxe habitation : 13.04%  
 Taxe Foncière bâti : 19.62%  
 Taxe Foncière non bâti : 41.20%

## Evolution du produit fiscal

ESTIMATION PRODUIT FISCAL DE 2020 A 2022 (Taux constants)											
	Produit 2017 définitif	Bases définitives 2018	Produit 2018 définitif	Bases définitives 2019	Produit 2019 définitif	Bases estimées 2020	Produit 2020 estimé	Bases estimées 2021	Produit 2021 estimé	Bases estimées 2022	Produit 2022 estimé
Taxe d'Habitation (ou équivalent en 2021 & 2022)	2 423 330	18 701 061	2 438 618	19 202 669	2 504 028	19 471 506	2 539 084	19 744 107	2 574 632	20 020 525	2 610 676
Foncier Bâti	3 822 463	19 809 892	3 886 701	20 369 506	3 996 497	20 603 755	4 042 457	20 840 698	4 088 945	21 080 366	4 135 968
Foncier Non Bâti	53 918	135 538	55 842	136 799	56 361	136 799	56 361	136 799	56 361	136 799	56 361
<b>TOTAL</b>	<b>6 299 711</b>		<b>6 381 161</b>		<b>6 556 886</b>		<b>6 637 902</b>		<b>6 719 938</b>		<b>6 803 005</b>
Evolution N / N-1	0,47%		1,29%		2,75%		1,24%		1,24%		1,24%
Rappel revalorisation des bases décidée par l'Etat		1,24%		2,20%		0,90%					

### A 2 – L'attribution de compensation reçue de Mayenne Communauté (chapitre 73 des impôts et taxes )

Les conclusions de la CLECT (Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées) du 17 juin 2019 ont faiblement impacté l'attribution de compensation de 2019 de la Ville de Mayenne. Une minoration de 8 915 € au titre du transfert de la compétence GEMAPI et une majoration de 893 € pour la restitution de l'entretien de chemins de randonnée ont été réalisées.

L'attribution de compensation définitive de 2019 a été fixée à 4 555 430 €.

Dans la prospective, à partir de 2020, le montant est estimé à **4 569 266 €** compte tenu d'une restitution d'attribution de compensation que Mayenne Communauté devra traiter lors de la CLECT de 2020. Il s'agit de prendre en compte la convention signée entre la Ville et le TEM pour l'éclairage public qui intègre aussi les zones d'activités de Mayenne Communauté pour lesquelles, depuis le transfert de 2003 à la Communauté, la Ville subit une minoration d'attribution de compensation qui n'a désormais plus lieu d'être.

### A 3 – La solidarité reçue de Mayenne Communauté (chapitre 73 des impôts et taxes)

Depuis 2016, la Ville perçoit désormais une partie du fonds de péréquation des ressources intercommunales et communales (**FPIC**) destiné au territoire de Mayenne Communauté (MC et ses Communes membres).

Le versement du FPIC remplace la Dotation de Solidarité Communautaire (DSC) versée jusqu'en 2015 par la CCPM.

Dans la prospective, une répartition selon le droit commun est prévue de 2020 à 2022 comme de 2016 à 2019.

Compte tenu des évolutions aléatoires des 4 dernières années, le montant perçu en 2019 de 161 344 € est quasiment reconduit à hauteur de **160 000 €** de 2020 à 2022.

	Répartition de droit commun						
	2016	2017	2018	2019	Estimation 2020	Estimation 2021	Estimation 2022
Perception du FPIC	179 817	150 930	159 683	161 344	160 000	160 000	160 000
Contribution au FPIC	0	27 825	44 699	59 449	65 000	70 000	75 000
<b>Solde du FPIC</b>	<b>179 817</b>	<b>123 105</b>	<b>114 984</b>	<b>101 895</b>	<b>95 000</b>	<b>90 000</b>	<b>85 000</b>

A noter qu'en 2019, la Ville a bénéficié d'une autre forme de solidarité de Mayenne Communauté grâce à une dotation de solidarité exceptionnelle (**DSC**) de 236 117 €.



#### A 4 – Les impôts indirects (chapitre 73 des impôts et taxes)

	Estimations						
	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Droits de place	22 450	21 845	24 026	22 419	22 000	22 000	22 000
Taxe sur la consommation finale d'électricité	321 236	313 296	303 032	305 073	305 000	305 000	305 000
Taxe locale sur les emplacements publicitaires (TLPE)	160 749	137 908	88 211	110 839	110 000	110 000	110 000
Taxe additionnelle sur les droits de mutation	302 011	278 662	270 053	341 070	330 000	330 000	330 000
<b>TOTAL</b>	<b>806 446</b>	<b>751 711</b>	<b>685 322</b>	<b>779 401</b>	<b>767 000</b>	<b>767 000</b>	<b>767 000</b>

Dans la prospective, les montants de 2019 ont été reconduits à l'exception de ceux de la taxe additionnelle sur les droits de mutation qui a connu en 2019 une forte progression.

#### A 5 – La taxe de crémation (chapitre 73 des impôts et taxes)

	Taxe crémation						
	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
<b>Montant</b>	52 933	76 291	90 480	90 343	90 000	50 000	50 000
<b>Evolution</b>		44,13%	18,60%	-0,15%	-0,38%	-44,44%	0,00%

En raison de la hausse du tarif en 2017, la taxe perçue a progressé de 44 %

En 2018, on constate une nouvelle hausse de plus de 18% avec la progression du nombre de crémations puis une stabilité en 2019.

En 2020, la prévision est basée sur le réalisé des années 2018 et 2019. A partir de 2021, les estimations reposent sur une baisse de l'ordre de 45% du nombre de crémations par an en raison de l'ouverture du crématorium de Laval fin 2020.

## A 6 – Le versement transport (chapitre 73 des impôts et taxes)

Par délibération du 21 septembre 2017, le conseil municipal a décidé d'instaurer le versement transport à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018 avec un taux fixé à 0.10% de la masse salariale.

Une seconde délibération du 19 avril 2018 a porté le taux à 0.20% à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2018.

En 2018, la Ville a perçu 183 005 € de versement transport.

En 2019, la recette définitive n'est pas encore connue mais au vu des sommes perçues à ce jour elle est estimée à environ 570 000 € avec un taux à 0.20 sur 12 mois.

Pour les années 2020 à 2022, il est difficile d'estimer le montant vu que l'année 2019 ne peut pas être considérée comme une référence. En effet, des régularisations ont dû être effectuées pour des entreprises qui n'ont pas réglé le versement transport dès son instauration. De plus, il semble que le montant du versement transport soit progressif dans le temps. Compte tenu de ces éléments, un produit annuel de 370 000 € est envisagé de 2020 à 2022.

**Au total, l'estimation du chapitre 73 des impôts et taxes en 2020 s'élève à 12 594 168 €**

## **B/ EVOLUTION DES DOTATIONS ET PARTICIPATIONS (chapitre 74)**

### B 1 – La dotation forfaitaire (composante principale de la DGF)

Depuis la **loi de finances pour 2018**, les collectivités ne contribuent plus au redressement des finances publiques de la même façon qu'entre 2014 et 2017, période caractérisée par une amputation de la dotation forfaitaire des Communes.

Désormais, l'Etat veut contraindre les collectivités à diminuer la progression de leurs dépenses plafonnées à 1.2% y compris l'inflation, chaque année de 2018 à 2022 pour le budget principal.

Le souhait de l'Etat est d'économiser 13 milliards d'euros en 5 ans pour atteindre les objectifs de réduction du déficit public.

En 2018, des contrats ont été signés entre l'Etat et 70% des 322 collectivités dont les dépenses réelles de fonctionnement dépassaient 60 M € en 2016 au budget général.

Un système de bonus-malus est appliqué en fonction de l'écart entre le réalisé dès 2018 et l'objectif à atteindre.

Si la collectivité a signé un contrat, la « reprise financière » est égale à 75% de l'écart constaté.

Si la collectivité n'a pas signé un contrat, la « reprise financière » est égale à 100% de l'écart constaté.

Dans les 2 cas, la « reprise financière » est limitée à 2% des recettes réelles de fonctionnement du budget principal.

La Ville de Mayenne ne rentrait pas dans l'obligation de signer un contrat.

**Toutefois, la Ville de Mayenne devrait subir une nouvelle baisse de sa dotation forfaitaire, à partir de 2020, pour les 2 raisons suivantes :**

- Les Communes dont le potentiel fiscal par habitant est supérieur à 75% du potentiel fiscal moyen subissent un **écrêtement**. Depuis 2017, l'écèlement est plafonné à 1% des recettes réelles de fonctionnement retraitées de l'année N-2.

En 2019, la Ville a subi un écrêtement de 52 509 € alors qu'en 2018, il s'élevait à 45 456 €. De 2020 à 2022, un écrêtement annuel du même ordre de **52 000 €** est prévu.

- **L'évolution de la population** entre 2019 et 2020 avec la référence respective des recensements de 2016 et 2017 engendre une diminution ou une hausse de la dotation forfaitaire selon que la population ait baissé ou augmenté.

En 2019, la Ville a subi à ce titre une baisse de 13 037 €, à noter que cette ponction s'atténue depuis 2 ans.

Au vu des résultats du recensement au 1<sup>er</sup> janvier 2020 (référence 1er janvier 2017), une baisse de 177 habitants nous amène à reconduire une minoration de **13 000 €** de la dotation forfaitaire.

Dans la mesure où les références INSEE sont celles du recensement N-3, à l'avenir, une baisse moins importante de dotation pourra être envisagée grâce probablement à une évolution plus favorable de la population compte tenu notamment de la création de nouveaux lotissements ou quartiers.

## Evolution dotation forfaitaire de 2012 à 2022 :

									Estimations		
	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Montant théorique avant ponctions	2 260 468	2 208 026	2 166 702	2 024 222	1 608 326	1 217 359	954 916	889 986	824 440	759 440	694 440
Contribution au redressement des finances publiques (2014 à 2017)			-141 223	-354 025	-356 115	-170 524					
Ecrêtement de 3 % sur la dotation N-1 car PF/hbt >0,75 fois le PF moyen				-60 764	-48 250						
Ecrêtement avec un plafond de 1 % des RRF de N-1 car PF/hbt > 0,75 fois le PF moyen (LF 2017)						-64 474	-45 456	-52 509	-52 000	-52 000	-52 000
Ponction à cause de la baisse de la population (ou majoration si hausse)				-1 107	13 398	-27 445	-19 474	-13 037	-13 000	-13 000	-13 000
Montant reçu	2 260 468	2 208 026	2 025 479	1 608 326	1 217 359	954 916	889 986	824 440	759 440	694 440	629 440
Baisse annuelle		-52 442	-182 547	-417 153	-390 967	-262 443	-64 930	-65 546	-65 000	-65 000	-65 000
Baisse cumulée		-52 442	-234 989	-652 142	-1 043 109	-1 305 552	-1 370 482	-1 436 028	-1 501 028	-1 566 028	-1 631 028

Ce tableau montre que la Ville a subi une baisse cumulée de dotation forfaitaire de 1 436 000 € entre 2012 et 2019.

### B 2 Les subventions

En 2019, les subventions perçues s'élèvent à 808 709 €.

Prévision 2020 : **776 850 €**

Une évolution de **0%** par an des subventions est prévue pour les années suivantes.

### B 3 Les allocations compensatrices versées par l'Etat

Pour rappel, la loi de finances 2018 a supprimé totalement et définitivement l'allocation compensatrice de TP (dotation unique des compensations spécifiques de TP).

Les allocations compensatrices de TFB et TFNB représentent une part très faible.

Les allocations compensatrices de TH de 2020 doivent correspondre au produit des bases de TH exonérées de 2019 auxquelles est appliqué le taux de TH de 1991 (10.41%).

Au vu de nos informations sur 2019, le montant des allocations TH de 2020 devrait être de l'ordre de 308 000 €, cette prévision est reconduite en 2021 et 2022.

	2016	2017	2018	2019	Estimation 2020	Estimation 2021	Estimation 2022
<b>TH</b> (personnes de condition modeste)	171 916	247 258	264 124	285 918	308 469	308 469	308 469
<b>TFB</b>	10 893	4 954	5 194	5 454	5 400	5 400	5 400
<b>TFNB</b>	8 224	7 631	6 667	6 664	6 600	6 600	6 600
<b>TP/CFE</b> (Dotation unique spécifique TP)	31 805	9 899	0	0	0	0	0
	<b>222 838</b>	<b>269 742</b>	<b>275 985</b>	<b>298 036</b>	<b>320 469</b>	<b>320 469</b>	<b>320 469</b>

#### B 4 Les dotations DSU-DSR-DNP (autres composantes de la DGF)

La prospective prévoit une reconduction des montants perçus en 2019 pour les années 2020 à 2022 :

					Estimations		
	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Dotation de solidarité urbaine (DSU)	113 555	131 810	141 532	149 460	149 460	149 460	149 460
Dotation de solidarité rurale (DSR)	223 753	253 414	261 943	278 354	278 354	278 354	278 354
Dotation Nationale de péréquation (DNP)	5 954	7 145	8 574	10 289	10 289	10 289	10 289
<b>TOTAL</b>	<b>343 262</b>	<b>392 369</b>	<b>412 049</b>	<b>438 103</b>	<b>438 103</b>	<b>438 103</b>	<b>438 103</b>

**Au total, l'estimation du chapitre 74 des subventions et participations en 2020 s'élève à 2 309 482 €.**

#### C/ EVOLUTION DES AUTRES RECETTES DE FONCTIONNEMENT :

##### C 1 Les Produits d'exploitation (chapitre 70)

En 2019, la Ville a perçu 2 177 968 € de produits d'exploitation.

Prévision 2020 : 2 075 017 €

Une évolution de **2%** par an est prévue pour ces produits d'exploitation de 2021 à 2022.

##### C 2 Les Produits domaniaux (chapitre 75)

Réalisé 2019 : 313 330 €

Prévision 2020 : 286 622 €.

Cette baisse s'explique par la fin du moratoire des loyers de l'association Les Possibles et la perte de loyers suite à l'incendie du hall d'expositions et le départ du CIO.

Une évolution de **0%** par an de ce chapitre produits domaniaux est prévue pour les années suivantes.

**D/ SYNTHESE DE LA PREVISION DES RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT 2020 COMPAREES AUX PREVISIONS ET REALISE 2019:**

Chapitres recettes		Prévisions 2019	Réalisé 2019	Prévisions 2020
73	Impôts et taxes	12 607 049	12 973 749	12 594 168
74	Subventions et participations	2 353 690	2 384 096	2 309 482
70	Produits d'exploitation	2 028 535	2 177 968	2 075 017
75	Produits domaniaux	333 398	313 330	286 622
	Autres recettes	291 390	412 406	181 900
	<b>TOTAL</b>	<b>17 614 062</b>	<b>18 261 549</b>	<b>17 447 189</b>
				<b>-0,95%</b> par rapport à la prévision 2019
				<b>-4,46%</b> par rapport au réalisé 2019

A noter que les « autres recettes » comprennent notamment les produits exceptionnels dont l'avance de l'assurance sur l'indemnisation du sinistre du hall d'exposition (100 000 €).

**II L'EVOLUTION DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT**

**A/ LES CHARGES A CARACTERE GENERAL (chapitre 011)**

En 2019, le réalisé de ce chapitre s'élève à 4 481 555 €.

Prévision 2020 : **4 515 811 €.**

Certains postes de dépenses sont en augmentation :

- Pour les espaces verts : + 51 600 € dont 45 000 € en entretien de terrain (40 000 € pour un diagnostic sur les a d'entreprises du fait de l'augmentation des surfaces)
- Pour les taxes foncières, + 13 800 € pour la Providence

Une hypothèse d'évolution de **1%** par an est envisagée pour ce chapitre en 2021 et 2022.

## B/ LES CHARGES DE PERSONNEL (chapitre 012)

L'année 2020 correspond à la troisième année de mise en oeuvre de la gestion unifiée du personnel avec Mayenne Communauté comme employeur unique. Ainsi, la Ville de Mayenne effectue un remboursement chaque mois à Mayenne Communauté suivant le pourcentage affecté à chaque agent de son temps de travail de la Ville.

Prévision BP 2019 : 8 623 800 €

Réalisé 2019 : 8 026 508 € très en dessous du prévisionnel en raison de postes non pourvus pendant plusieurs mois suite à des mutations ou départs en retraite.

Prévision 2020 : **8 728 200 €**

Cette prévision intègre une enveloppe pour le dialogue social mise en oeuvre dès janvier 2020.

Pour les années suivantes, une hypothèse d'évolution des charges de personnel de **2%** par an est envisagée.

## C/ LES SUBVENTIONS ET LES AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE (chapitre 65) et ATTENUATIONS DE PRODUITS (chapitre 014)

### C 1 Le contingent SDIS (chapitre 65)

En 2019, le contingent s'élevait à 420 468 €.

Prévision 2020 : **419 830 €**

Pour les années suivantes, une évolution de **1%** par an est prévue.

### C 2 La subvention au CCAS (chapitre 65)

En 2019, la subvention versée au CCAS était de 440 000 €.

Pour 2020, la prévision est reconduite à hauteur de **440 000 €**.

Par la suite, une évolution de **1%** par an est prévue.



### C 3 Les subventions aux associations (chapitre 65)

En 2019, les subventions aux associations s'élevaient à 845 939 € intégrant une enveloppe exceptionnelle de plus de 40 000 € accordée en fin d'année à des associations sportives.

Prévision 2020 : **827 506 €** intégrant un coût supplémentaire de 15 000 € pour le contrat association des écoles privées.

Evolution de **0%** par an de 2021 à 2022.

### C 4 les autres charges de gestion courante

On trouve à ce poste notamment les indemnités des élus.

Réalisé 2019 : 211 009 €

Prévision 2020 : **205 740 €**

Evolution de **1%** par an de 2021 à 2022.

### C 5 la contribution au FPIC (chapitre 014)

A noter que depuis la loi de finances 2018, l'enveloppe du FPIC au niveau national est figé à 1 milliard d'euros.

La loi de finances 2018 avait aussi relevé le seuil du prélèvement qui était passé de 13% à 13,5% des recettes fiscales agrégées de l'ensemble intercommunal.

La loi de finances 2019 a de nouveau relevé ce seuil du prélèvement désormais fixé à 14% des recettes fiscales et quasi-fiscales.

Pour le territoire de Mayenne Communauté, la répartition du FPIC se fait, depuis 2016, selon la procédure de droit commun.

En 2016, le territoire de MC n'était pas contributeur au FPIC donc la Ville de Mayenne ne contribuait pas.

Depuis 2017, le territoire est devenu contributeur et la Ville a dû contribuer de plus en plus chaque année : d'abord 27 825 € en 2017 pour atteindre 59 449 € en 2019.

Dans ce contexte, une hausse de l'ordre de 5 000 € par an est prévue dans la prospective.

Prévision 2020 : **65 000 €**

Répartition de droit commun							
	2016	2017	2018	2019	Estimation 2020	Estimation 2021	Estimation 2022
Perception du FPIC	179 817	150 930	159 683	161 344	160 000	160 000	160 000
Contribution au FPIC	0	27 825	44 699	59 449	65 000	70 000	75 000
<b>Solde du FPIC</b>	<b>179 817</b>	<b>123 105</b>	<b>114 984</b>	<b>101 895</b>	<b>95 000</b>	<b>90 000</b>	<b>85 000</b>

**Au total, l'estimation de ces 2 chapitres de dépenses s'élève en 2020 à 2 006 886 €**

#### D/ LES INTERETS DE LA DETTE (chapitre 66)

La Ville n'ayant pas contracté de nouveaux emprunts depuis 2012, le montant des intérêts poursuit sa baisse : -15% en 2020 soit une prévision de **216 000 €**. Pour rappel, en 2016, les intérêts s'élevaient encore à 400 000 €.

Les taux courts devraient ainsi rester bas à court et moyen terme et permettre de payer peu de frais financiers.

La reprise de la croissance et de l'inflation, pourraient quant à elles se traduire par une remontée très progressive des taux longs.

**E/ SYNTHÈSE DE LA PRÉVISION DES DÉPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT 2020 COMPAREES AUX PRÉVISIONS ET RÉALISÉ 2019 :**

Chapitres dépenses		Prévisions 2019	Réalisé 2019	Prévisions 2020
"011	Charges à caractère général	4 760 788	4 481 555	4 515 811
"012	Charges de personnel	8 623 800	8 026 508	8 728 200
65	Subventions et autres charges de gestion courante	1 921 479	1 917 416	1 893 076
"014	Atténuations de produits	68 349	66 931	73 930
67	Charges exceptionnelles	14 550	7 566	9 300
66	Intérêts de la dette	260 000	245 744	216 000
<b>TOTAL</b>		<b>15 648 966</b>	<b>14 745 720</b>	<b>15 436 317</b>
				<b>-1,36%</b> par rapport à la prévision 2019
				<b>4,68%</b> par rapport au réalisé 2019

**F/ DETTE GARANTIE DE LA VILLE**

La Ville de Mayenne présente une **dette garantie** importante : **9 263 218 €** au 1<sup>er</sup> janvier 2019.

Pour l'association Copainville, la garantie a déjà été mise en œuvre.

En conséquence, des provisions ont été constituées en 2014 de 99 965 € pour le prêt Crédit Foncier et en 2016 de 256 850 € au titre des 3 emprunts CDC.

Etant donné que l'association respecte ses engagements de remboursement, une reprise de provision a été effectuée en 2019 à hauteur de 40 676 € et de nouvelles reprises de 17 000 € par an sont envisagées de 2020 à 2022 dans la prospective.

## PARTIE II– LES ORIENTATIONS : ANALYSE PROSPECTIVE DE LA VILLE

### I L'EVOLUTION DES DEPENSES ET DES EFFECTIFS

La mise en place de la gestion unifiée du personnel impacte fortement la présentation du budget des Ressources Humaines. En effet, l'effectif de la ville de Mayenne au 1<sup>er</sup> janvier 2020 est de 0. Tous les agents ont été transférés à Mayenne Communauté au 1<sup>er</sup> janvier 2018. Cependant, la ville continue ses activités et rembourse ses charges de personnel à Mayenne communauté selon la convention signée en décembre 2017 entre les deux parties.

Présentation globale du BP 2020 pour le volet RH avec un montant proposé : **8 728 200 €.**

#### A/ Structure des effectifs de la Ville de Mayenne

La structure des effectifs selon le statut était la suivante :

	Effectifs
TITULAIRES	190
NON TITULAIRES	30
EMPLOIS AIDES	1
T O T A L	221

On peut noter une stabilité des effectifs sauf pour les emplois aidés. Cette diminution est liée à la décision gouvernementale qui limite leur recours. La moitié de ces emplois aidés occupent ou occupaient des emplois qui sont nécessaires à la réalisation du service public à Mayenne. Le service le plus touché par cette mesure est le service propreté. En 2020, il est donc prévu de remplacer les agents partis à la retraite, et depuis quelques mois voire quelques années en arrêt maladie par des emplois permanents. Il est également prévu des renforts saisonniers pour les périodes de forte activité.

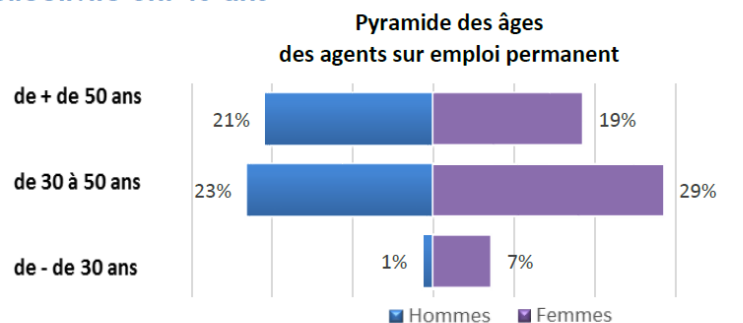
## ➔ Répartition par filière et par statut

Filière	Titulaire	Contractuel	Tous
Administrative	17%	10%	16%
Technique	64%	13%	57%
Culturelle			
Sportive			
Médico-sociale	16%	17%	16%
Police			
Incendie			
Animation	3%	60%	10%
AOTM			
<b>Total</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>

La structure des effectifs par âge et par sexe est la suivante :

## ➔ En moyenne, les agents de la collectivité ont 46 ans

Âge moyen* des agents sur emploi permanent	
Fonctionnaires	47,84
Contractuels permanents	35,83
<b>Ensemble des permanents</b>	<b>46,20</b>
Contractuels non permanents	29,17



\* L'âge moyen est calculé sur la base des tranches d'âge

Cette structure des effectifs vieillissants a un impact sur la gestion des ressources humaines. Les agents sont plus fragiles en terme de santé mais on peut aussi noter de nombreux départs à la retraite (8 prévus et connus en 2020). Au-delà de ces départs à la retraite, il faut souligner un turn over important au sein de la ville de Mayenne et Mayenne Communauté.

## B/ Evolution des dépenses en 2020

### ➤ Evolution du cadre réglementaire

Les charges du personnel de la Ville de Mayenne (inscrites au chapitre 012) augmentent de 104 000 € entre le budget prévisionnel 2019 et le budget prévisionnel 2020. Les prévisions budgétaires 2020 sont réalisées dans un contexte de très forte mobilité professionnelle. En effet en 2019, 21 départs sont enregistrés (postes plus de 90% ville) dont 9 pour retraite. Les effectifs n'évoluent pas mais le turn over est important. Au-delà, 8 départs à la retraite sont attendus en 2020. De nombreux postes sont actuellement à pourvoir. Le budget réalisé 2019 ne correspond donc pas à la prévision budgétaire principalement en raison des mobilités professionnelles.

Le PPCR (protocole relatif aux parcours professionnels, carrières et rémunérations et à l'avenir de la fonction publique initialement prévu en 2018 et reporté en 2019) a moins d'impact mais la réforme de la fonction publique **dite la loi relative à la transformation de la fonction publique du 7 août 2019** va impacter fortement nos collectivités soit financièrement soit dans leur organisation.

La loi du 7 août 2019 constitue un véritable inventaire de modifications en tout genre, des plus fondamentales aux plus anodines. Elle s'accompagne de dates d'entrée en vigueur totalement éclatées et conditionnées. Son application reste par ailleurs sujette à de multiples modifications et compléments à venir par ordonnances.

Par voie d'ordonnance dans les 12 mois suivant la publication de la loi, le gouvernement devrait redéfinir la participation des administrations au financement des garanties de protection sociale complémentaire de leurs personnels et les conditions d'adhésion ou de souscription des agents. (impact financier)

### ➤ 5 chantiers importants sont à entamer dès le début 2020 :

- La suppression des régimes dérogatoires à la durée légale du travail (35 heures par semaine) en vigueur dans certaines collectivités territoriales, dans l'année suivant le renouvellement des assemblées délibérantes (délibération 1er mars 2021 et application 1er janvier 2022) et harmonisation des autorisations d'absence. (Impact organisation)
- La mise en place d'un dispositif permettant, par la négociation et la conclusion d'un accord, de définir les conditions minimales d'exercice de certains services publics en cas de grève des agents publics dans la fonction publique territoriale (collecte, aide à domicile, accueil - 3 ans, périscolaire, restaurant) (avant août 2020) (impact organisation)
- La mise en place d'un rapport social unique annuel dès 2021 (impact sur l'organisation du service RH et son Système d'Information Ressources Humaines (SIRH))
- La définition des lignes directrices de gestion des ressources humaines (avant janvier 2021) (impact organisation)
- La définition d'un plan pluriannuel égalité homme femme (avant décembre 2020) (impact sur l'organisation du service RH et son SIRH)

**Au niveau local il faut également rappeler les chantiers RH en cours ou à venir en lien avec les points ci-dessus:**

- Renégociation accord pluriannuel entre mars 2020 et décembre 2021
- Règlement de formation
- Télétravail ponctuel
- Mise en place des périodes de préparation au reclassement
- Refonte de l'organigramme des grades
- Refonte du régime indemnitaire

Au-delà de ces chantiers, il est également prévu :

- La possibilité pour les agents contractuels qui changent de fonction publique de conserver leur contrat à durée indéterminée (CDI) ainsi que la portabilité des droits du compte personnel de formation en cas de mobilité dans le secteur privé.
- Le renforcement des obligations des fonctionnaires territoriaux momentanément privés d'emploi (FMPE) pour encourager leur retour à l'emploi.
- La création du congé de proche aidant.
- Le partage du supplément familial de traitement en cas de garde alternée.
- La suppression du jour de carence pour maladie pour les femmes enceintes et le maintien du régime indemnitaire des agents territoriaux lors des congés de maternité, de paternité ou d'adoption.
- L'alignement des règles de rémunération des apprentis du secteur public sur celles du secteur privé et la sécurisation du recrutement d'apprentis dans les filières paramédicales. (impact financier sur le financement de l'apprentissage)
- La refonte des instances du dialogue social avec le remplacement du comité technique (CT) et du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) par une instance unique, le comité social d'administration, et avec le recentrage des compétences des commissions administrative (CAP) sur des situations exceptionnelles (procédures disciplinaires, recours...) et non plus sur des décisions individuelles (mutations, mobilités...).
- L'élargissement du recours au contrat pour le recrutement sur les emplois de direction et les emplois permanents de catégorie A, B et C.
- La création du contrat de projet permettant l'embauche d'un agent sur des missions ponctuelles spécifiques pour une durée d'un an minimum et dans la limite de six ans.
- La création d'un dispositif de rupture conventionnelle sur la base d'un commun accord entre un fonctionnaire titulaire et son employeur donnant droit à une indemnité de rupture ainsi qu'au bénéfice de l'assurance chômage. (impact financier)
- La suppression de la commission de déontologie dont les compétences sont reprises par la Haute autorité pour la transparence de la vie publique.

Cette loi comprend 84 articles qui ne sont pas tous repris ci-dessus car ils n'ont pas forcément un impact direct ou ne doivent être choisis précisés par décret.

### ➤ Des décisions locales déterminantes et impactant le budget RH

Les élections municipales, le remplacement des agents en contrat d'avenir au sein du service propreté, le remplacement d'agent en arrêt maladie et des titulaires partis en disponibilité sont autant d'éléments majorant la masse salariale des agents contractuels.

Enfin la phase III de la Fabrik implique de travailler rapidement sur la reconnaissance pour à la fois garder nos professionnels mais être attractif au niveau des recrutements. Aussi, il est prévu une enveloppe de 137 000 euros pour améliorer les conditions salariales des agents de la ville de Mayenne.

L'évolution des dépenses de fonctionnement du personnel dépend également des décisions du prochain conseil municipal en 2020 et du projet politique de la nouvelle équipe y compris concernant l'organisation du temps scolaire et des TAP, le transfert de compétences, le maintien de la mutualisation, l'organisation des services garage et bâtiment.

### C/ Le temps de travail

En 2013, le règlement général du temps de travail ainsi que les spécificités de chaque service ont fait l'objet d'une révision. A cette époque il a été fait le choix de rester sur les bases de l'accord passé en 2000 avec les organisations syndicales, soit une base horaire annuelle de 1 561h (46 heures de moins que la durée légale des 35h)

Dans son rapport en 2015 la chambre régionale des comptes a bien noté cette différence mais explique que l'accord étant signé avant le 31 décembre 2000, la collectivité était en droit de continuer cette application. Cette dérogation est désormais caduque, la collectivité va devoir appliquer les 1 607h au plus tard en janvier 2022.



## II L'ENSEIGNEMENT DE LA PROSPECTIVE

### A/ LES EPARGNES

Ce scénario à taux constants avec toutes les hypothèses de prévision pour 2020 et d'évolution en 2021 et 2022 aboutit aux résultats d'épargnes suivants :

	2017	2018	2019	Estimation 2020	Estimation 2021	Estimation 2022
<b>EPARGNE DE GESTION (recettes - dépenses de fonctionnement hors dette)</b>	3 031 160	3 764 984	3 761 573	2 226 872	2 010 031	1 831 001
<b>EPARGNE BRUTE (épargne de gestion - intérêts)</b>	2 684 902	3 469 451	3 506 271	2 010 872	1 834 391	1 685 059
<b>EPARGNE NETTE (épargne brute - capital)</b>	<b>1 066 299</b>	<b>1 985 631</b>	<b>2 148 910</b>	<b>616 872</b>	<b>676 600</b>	<b>655 244</b>
		86,22%	8,22%	-71,29%	9,68%	-3,16%

- En 2019, les épargnes de gestion et brute demeurent à un bon niveau par rapport à 2018. L'épargne nette progresse de plus de 8% grâce à notre politique de désendettement (baisse de 8.52% du remboursement du capital).
- Cette baisse des épargnes à partir de 2020 résulte de l'effet ciseau entre le réalisé de 2019 utilisé pour le calcul des épargnes et le prévisionnel de 2020.
- Cet effet ciseau est caractérisé par une baisse des recettes réelles de 4.46% et une hausse des dépenses réelles de 4.68% comme le montre le détail suivant par chapitre de recettes et de dépenses :

Chapitres recettes	Réalisé 2019	Prévisions 2020	Evolution en valeur
Impôts et taxes	12 973 749	12 594 168	-379 581
Subventions et participations	2 384 096	2 309 482	-74 614
Produits d'exploitation	2 177 968	2 075 017	-102 951
Produits domaniaux	313 330	286 622	-26 708
Autres recettes	412 406	181 900	-230 506
<b>TOTAL</b>	<b>18 261 549</b>	<b>17 447 189</b>	<b>-814 360</b>
			<b>-4,46%</b>

L'examen des recettes montre que tous les chapitres sont susceptibles d'évoluer à la baisse :

- Les impôts et taxes diminueraient de 379 581 € principalement pour 2 raisons :
  - En 2019, la Ville a reçu une Dotation de solidarité (DSC) exceptionnelle de MC de 236 117 € qui n'est pas reconduite dans la prévision 2020.
  - En ce qui concerne le versement transport, la recette 2019 non définitive a été inscrite à hauteur de 570 000 € alors qu'elle est estimée à 370 000 € en 2020 en raison de régularisations importantes sur 2019.
- Les subventions et participations baisseraient de 74 614 € à cause de la baisse régulière de la dotation forfaitaire principalement due à l'écrêtement appliqué au vu du niveau du potentiel fiscal /habitant de la Ville.
- Les produits d'exploitation subiraient une baisse de 102 951 € en raison de prestations exceptionnelles réalisées par le restaurant en 2019.
- Les produits domaniaux devraient diminuer de 26 708 € en raison de la fin du moratoire des loyers de l'association les Possibles, de pertes de loyers suite au départ du CIO et de l'incendie du hall d'expositions.
- Le chapitre « autres recettes » intègre des produits exceptionnels élevés en 2019 avec les indemnités perçues suite aux sinistres des salles Gambetta et hall d'exposition ainsi qu'avec l'excédent reversé par le syndicat d'apprentissage suite à sa dissolution.

Chapitres dépenses	Réalisé 2019	Prévisions 2020	Evolution en valeur
Charges à caractère général	4 481 555	4 515 811	34 256
Charges de personnel	8 026 508	8 728 200	701 692
Subventions et autres charges de gestion courante	1 917 416	1 893 076	-24 340
Atténuations de produits	66 931	73 930	6 999
Charges exceptionnelles	7 566	9 300	1 734
Intérêts de la dette	245 744	216 000	-29 744
<b>TOTAL</b>	<b>14 745 720</b>	<b>15 436 317</b>	<b>690 597</b>
			<b>4,68%</b>

L'examen des dépenses montre que plusieurs chapitres sont susceptibles d'évoluer à la hausse :

- L'évolution des charges à caractère général serait très modérée (0.76%)
  - Les charges de personnel progresseraient de 701 000 € par rapport au réalisé 2019 mais de seulement de 104 400 € par rapport au prévisionnel de 2019. Cet écart entre le prévisionnel et le réalisé 2019 s'explique par des postes non pourvus pendant plusieurs mois en 2019 suite à des départs en retraite et des mutations.
  - Les atténuations de produits s'expliqueraient par une probable montée de notre contribution au FPIC (Fonds de Péréquation Intercommunal et Communal)
- Toutefois, grâce à nos efforts de désendettement, l'épargne nette s'améliorera progressivement grâce à une situation favorable de l'évolution du niveau du remboursement du capital de la dette.

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Capital remboursé	1 812 916	1 651 628	1 640 760	1 483 820	1 357 361	1 391 210	1 157 791	1 029 814	1 058 367	899 351	853 096	575 426
Evolution annuelle		-8,90%	-0,66%	-9,57%	-8,52%	2,49%	-16,78%	-11,05%	2,77%	15,02%	-5,14%	32,55%

## B/ L'INVESTISSEMENT

### Préambule :

Le budget général de la Ville affiche un **excédent de fonctionnement à un très bon niveau de 7 599 282 € en fin d'exercice 2019.**

Etant donné que la section d'investissement présente un besoin de financement (hors restes à réaliser) de 2 150 653 € fin 2019, **il en résulte un excédent de fonctionnement disponible de 5 448 629 € pour autofinancer nos investissements** auxquels s'ajoutent l'épargne nette annuelle, les subventions d'équipement, le FCTVA perçu sur les investissements réalisés l'année antérieure, la taxe d'aménagement, les amendes de police et éventuellement le produit de cessions.

**Le scénario d'investissement suivant est élaboré selon une hypothèse de réalisation de près de 11.5 millions de dépenses de 2020 à 2022.**

Ce volume d'investissement intègre les travaux réalisés par Territoire Energie Mayenne (TEM) principalement pour l'éclairage public ainsi que les installations sportives extérieures et la signalisation lumineuse à régler sur les exercices 2021 et 2022 (4 687 000 €).

	2020	2021	2022	
<b>Dépenses (crédits reportés de 2019)</b>	<b>580 439</b>			
Subventions d'équipement versées ou fonds de concours	232 204	2 343 432	2 343 432	
Travaux & acquisitions	2 267 796	1 856 568	1 856 568	
<b>DEPENSES D'INVESTISSEMENT</b>	<b>3 080 439</b>	<b>4 200 000</b>	<b>4 200 000</b>	<b>11 480 439</b>
<b>Subventions (crédits reportés de 2019)</b>	<b>890 713</b>			
Subventions	124 853	262 500	150 000	
FCTVA (16,404% X dépenses investissement de N-1) sauf subv équipement	300 000	372 009	304 551	
Taxe d'aménagement	100 000	100 000	100 000	
Amendes de Police	40 000	60 000	60 000	
Cessions	10 000			
<b>Autofinancement disponible fin 2019 = 5 448 629 € répartis de 2020 à 2022</b>	<b>998 001</b>	<b>2 728 891</b>	<b>1 721 737</b>	
Epargne annuelle nette	616 872	676 600	655 244	
Emprunt	0	0	1 208 467	
<b>RECETTES D'INVESTISSEMENT</b>	<b>3 080 439</b>	<b>4 200 000</b>	<b>4 200 000</b>	

## C/ L'ENDETTEMENT DU BUDGET PRINCIPAL

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
ENDETTEMENT AU 1/01	18 630 462	16 820 720	14 101 190	12 449 562	10 808 802	9 346 913	7 989 552	6 598 342	5 440 551
NOUVEAUX EMPRUNTS	0 000	0 000	0 000	0 000	0 000	0 000	0 000	0 000	0 000
REMBOURSEMENT EN CAPITAL	1 809 742	1 812 916	1 651 628	1 640 760	1 483 820	1 357 361	1 391 210	1 157 791	1 029 814
Transfert emprunt musée à MC		906 614							
<b>ENDETTEMENT AU 31/12</b>	<b>16 820 720</b>	<b>14 101 190</b>	<b>12 449 562</b>	<b>10 808 802</b>	<b>9 324 982</b>	<b>7 989 552</b>	<b>6 598 342</b>	<b>5 440 551</b>	<b>4 410 737</b>
<b>EPARGNE BRUTE APRES CHARGES INDUITES</b>	<b>3 562 656</b>	<b>3 243 063</b>	<b>3 050 084</b>	<b>2 684 902</b>	<b>3 469 451</b>	<b>3 506 271</b>	<b>2 010 872</b>	<b>1 834 391</b>	<b>1 685 059</b>
<b>RATIO DE DESENDETTEMENT (en années)</b>	<b>4,72</b>	<b>4,35</b>	<b>4,08</b>	<b>4,03</b>	<b>2,69</b>	<b>2,28</b>	<b>3,28</b>	<b>2,97</b>	<b>2,62</b>

Ce tableau illustre les efforts de désendettement de la Ville avec un niveau d'encours de dette évoluant de 18.63 M € en 2014 à 5.44 M € en 2022.

A noter que le dernier emprunt réalisé par la Ville remonte à 2012 pour financer la construction de la maison de la petite enfance pour un montant de 1.5 M €.

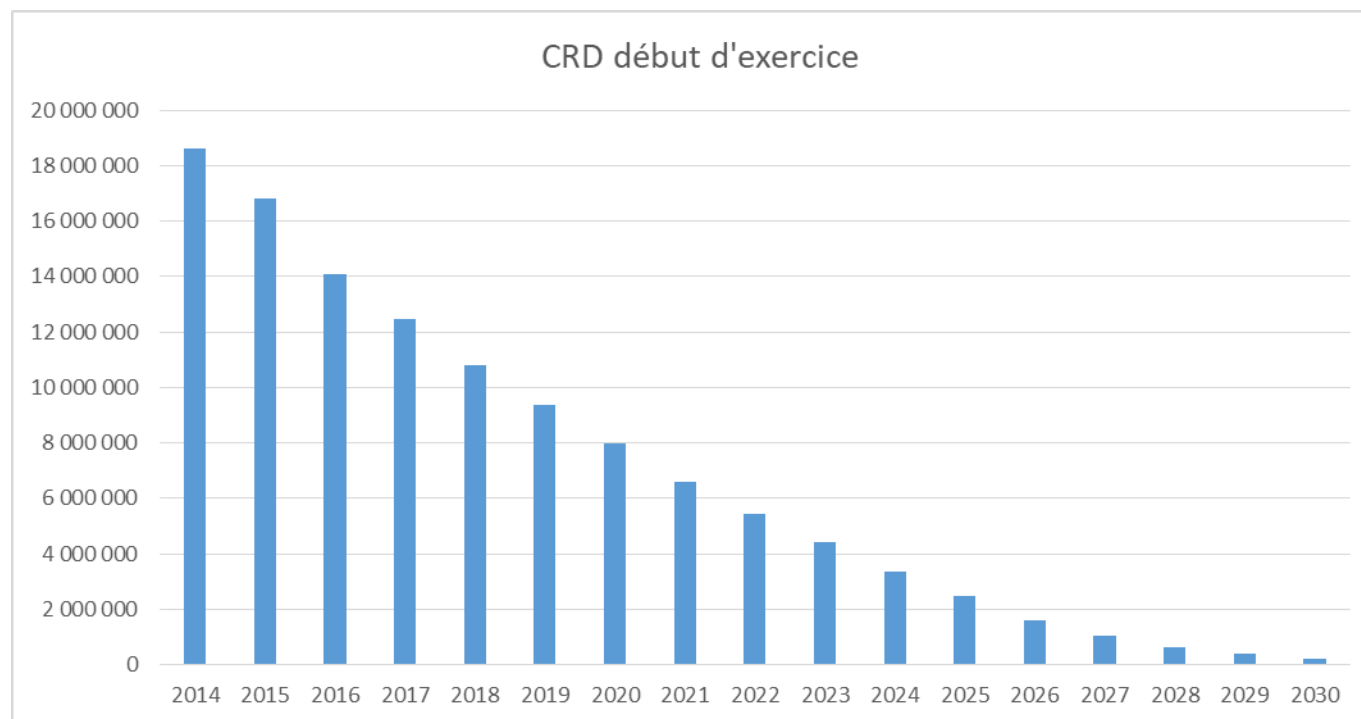
**Le ratio de désendettement** est très satisfaisant sur toute la période.

Par exemple, en 2019, ce ratio de 2.28 signifie qu'il faudrait 2 ans et 3 mois à la Ville pour rembourser son encours de dette si elle affectait l'intégralité de son épargne brute à ce remboursement.

## D/ LE PROFIL D'EXTINCTION DE LA DETTE DU BUDGET GENERAL

Année	Capital restant dû en début d'exercice	Capital amorti	Intérêts	Flux total	Capital restant dû en fin d'exercice
2014	18 630 462	1 809 741	549 493	2 359 235	16 820 721
2015	16 820 721	1 812 916	485 800	2 298 716	15 007 804
2016	14 101 190	1 651 628	399 377	2 051 005	12 449 278
2017	12 449 278	1 640 475	346 708	1 987 184	10 808 802
2018	10 808 802	1 461 890	295 076	1 756 966	9 346 913
2019	9 346 913	1 357 361	255 305	1 612 666	7 989 552
2020	7 989 552	1 391 356	215 707	1 607 063	6 598 195
2021	6 598 195	1 157 790	177 097	1 334 887	5 440 405
2022	5 440 405	1 029 814	147 794	1 177 608	4 410 590
2023	4 410 590	1 058 367	119 175	1 177 542	3 352 224
2024	3 352 224	899 351	92 128	991 479	2 452 873
2025	2 452 873	853 096	68 649	921 745	1 599 777
2026	1 599 777	575 426	46 916	622 342	1 024 350
2027	1 024 350	387 824	29 729	417 554	636 526
2028	636 526	238 566	17 803	256 369	397 960
2029	397 960	187 145	9 054	196 199	210 815
2030	210 815	51 204	2 825	54 028	159 611

## Evolution du capital restant dû au 1<sup>er</sup> janvier de chaque année de 2014 à 2030



A cours de ce mandat, l'encours de dette en début d'exercice a diminué de plus de 10 M € entre 2014 et 2020.

Cette diminution va se poursuivre de façon significative dans les prochaines années.

Ce désendettement permettra :

- d'une part, d'améliorer le niveau de l'épargne nette et par conséquent augmenter le montant d'autofinancement annuel pour les projets à venir
- d'autre part, d'envisager sereinement le financement en partie par emprunt des prochains investissements.



## PARTIE V – L'EVOLUTION DES BUDGETS ANNEXES

### A/ Le budget annexe des pompes funèbres

#### A 1 - La section de fonctionnement

Le budget 2020 bénéficiera d'une reprise anticipée de l'excédent 2019 d'un montant de 486 818 €, en progression de 32% par rapport à celui qui a servi à construire le budget 2019 (progression de l'excédent de 118 257 €). Le budget de fonctionnement 2020 s'équilibre à **1 229 818 €**. Il progresse logiquement de 11% par rapport au budget voté en 2019 en lien avec la reprise d'excédent favorable.

Les recettes 2020 sont escomptées pour un montant de 614 000 € au titre des prestations de pompes funèbres et de 88 000 € au titre des locations de chambres funéraires, soit un total de 702 000 €. Elles sont inscrites en référence aux recettes de 2018 et de 2017 (moyenne annuelle 690 797 €), considérant les recettes 2019 de 750 072 € comme exceptionnelles en terme de prestations réalisées.

Les dépenses d'exploitation atteignent 690 400 € hors virement à la section d'investissement. Elles sont affectées à hauteur de 49% à des dépenses de caractère général, 35% en charges de personnel et 3% à l'impôt sur les sociétés.

L'excédent brut d'exploitation dégagé par la section de fonctionnement 2020 se chiffre à 539 418 €.

#### A 2 - La section d'investissement

La section d'investissement 2020 s'équilibre à **629 517 €**. On retrouve la recette liée aux amortissements de 85 000 € et l'excédent brut d'exploitation dégagé par la section de fonctionnement 2020 (539 418 €) qui financera le remboursement du capital de la dette pour 51 000 € (dépense en diminution de 14 000 €). L'équilibre de la section est atteint avec une dépense d'acquisition et de travaux de 538 418 €.

### B/ Le budget annexe du crématorium

#### B1 - La section de fonctionnement

Après reprise anticipée du résultat excédentaire de 2019 qui atteint 1 321 650 €, le budget 2020 s'équilibre à hauteur de **1 771 650 €** avec des recettes de fonctionnement en diminution de 39 000 € en lien avec la prévision d'ouverture du crématorium de Laval qui aurait une répercussion sur notre fréquentation. Ainsi, nous inscrivons une recette de 440 000 € contre 479 073 € perçus en 2019. En 2019, nous avons budgété la location de modulaires nécessaire en raison des travaux sur la salle de recueillement pour 55 000 € en 2020, nous budgétions 20 000 € pour cette dépense avec la fin du chantier programmée pour mars. Le budget 2020 supporte la nouvelle dépense liée au marché de maintenance annuelle du four de crémation et de la filtration pour 31 000 €. Est inscrite une dépense nouvelle de 12 000 €, spécifique à l'exercice 2020 pour la rénovation de la salle de réception des familles (reprise du sol et des peintures).

L'excédent brut d'exploitation dégagé par la section de fonctionnement 2020 s'élève à 1 496 050 €.

## B2 - La section d'investissement

En dépenses, seront budgétés le déficit d'investissement 2019 de 193 972,88 €, le remboursement en capital de la dette acquisitions programmés dans le cadre de l'extension rénovation de la salle de recueillement du crématorium. Les recettes d'investissement comprennent le virement de la section de fonctionnement de 1 496 050 €, les amortissements de 54 300 € ainsi que l'excédent de fonctionnement capitalisé de 452 587 €. Au total, la section d'investissement s'équilibrera à un montant de **2 002 936 €** après reprise du résultat anticipé déficitaire de 2019 (193 972,88 €), et du report des crédits de dépenses 2019 de 258 613,75 € correspondant au solde des marchés liés à la construction de la salle de recueillement du crématorium. Au titre des dépenses sont programmées pour 2020 : 133 400 € de dépenses dont 92 250 € ont été votées par anticipation au vote du budget par délibération du 19/12 dernier. On y trouve : la finalisation de la nouvelle salle de recueillement avec 2 écrans TV, l'aménagement extérieur (PMR, espaces verts, signalisation), intérieur (habillage alcôve) ou encore une ossature aluminium pour l'habillage de la cheminée et une porte avec groom pour les sanitaires extérieurs.

## **C/ Le budget annexe eau et assainissement**

### C1 - La section de fonctionnement

Le budget de fonctionnement 2020 s'équilibre à **1 047 897 €** après la reprise du résultat de 2019. Les dépenses sont budgétées pour 419 713 € et sont présentées en stabilité par rapport au réalisé de 2019 de 419 516 €. 81% de ces dépenses sont consacrées aux amortissements des travaux réalisés représentant une dépense de 341 027 € en 2020. Les dépenses de personnel représentent 6% des dépenses de fonctionnement total (26 400 €). Un crédit de 4 000 € est affecté à l'aide au financement d'actions de solidarité internationale pour l'eau et l'assainissement ce qui représente 0,8% des recettes de fonctionnement de notre service.

Les surtaxes eau et assainissement au titre de l'année 2020 sont budgétées à hauteur de 485 000 € : 210 000 € au titre de la surtaxe eau et 275 000 € au titre de la surtaxe assainissement. Elles sont inscrites en référence aux encaissements réalisés en 2019 (482 443 €) dans la mesure où les tarifs 2020 sont inchangés par rapport à l'an passé.

### C2 - La section d'investissement

L'excédent prévisionnel d'exploitation 2020 s'élève à 628 184 €. Il constituera l'autofinancement prévisionnel et contribuera avec l'affectation en réserves de 100 000 € (ponction sur l'excédent de fonctionnement de 2019) et avec le reprise excédentaire du résultat d'investissement de 2019 (99 442 €) à financer les dépenses d'investissement. Après remboursement du capital de la dette qui atteint 73 283 € en 2020, l'autofinancement net 2020 sera de 754 343 €.

Les dépenses d'investissement 2020 seront constituées du remboursement en capital de la dette pour 73 283 €, d'opération d'ordre pour 105 162 € et de travaux pour 1 056 205 €. Pour ces travaux, des crédits ont été ouverts par anticipation au vote du budget à hauteur de 373 740 € au titre des travaux en eaux usées et eaux potables du Boulevard Anatole France (360 000 € HT). Ce budget 2020 sera consacré aux priorités définies par les schémas directeurs d'eaux usées et d'Alimentation Eau Potable. Sont programmés les travaux de réaménagement de la collecte eaux usées rue Jeanne d'Arc/quai Carnot/Pont Notre Dame ainsi que rue de Prieuré de Berne/impasse de la Ronceraie. Sont prévues également les extensions des réseaux eaux usées rue du Fauconnier et la Guesnière. En ce qui concerne le schéma directeur d'eau potable, il verra sa concrétisation par la réhabilitation du réservoir Hoche budgétée à hauteur de 139 100 €.

Ces travaux 2020 seront financées par le fonds départemental duquel nous attendons 239 500 € de financement (20% de notre dépense en eaux usées ; 30% de notre dépense en eau potable) et par l'Agence de l'Eau à hauteur de 125 700 €.

La section d'investissement 2020 s'équilibrera à **1 259 087 €** après reprise anticipé du résultat 2019 (excédentaire de 99 442 €) et intégration des reports de crédits d'investissement 2019 (6 100 € en recettes et 24 437 € en dépenses).